

Une réunion à Paris sans les représentants des salariés

De nouvelles actions d'éclat en préparation

C'est le calme plat depuis les événements de la semaine dernière à l'usine Proma où une petite partie du stock de pièces avait été brûlée mardi 30 mars par les salariés licenciés pour protester contre la proposition de Proma de verser 12 000 € d'indemnités supra-légales contre les 32 000 € promis en septembre 2008.

C'est par la voix du sénateur Jean-Pierre Sueur que les représentants des salariés ont appris qu'une réunion devait se tenir mercredi 7 avril dans l'après-midi à Paris entre les représentants de Proma, de Lear (le principal donneur d'ordres de l'usine giennoise) et du liquidateur Me Jousset, les représentants des salariés n'étant pas conviés autour de la table à leur grand dam. « *Le sénateur Jean-Pierre Sueur nous a indiqué qu'il ferait tout pour assister à cette réu-*

nion » confie Jean-Joseph Galéa, de Force Ouvrière dont le secrétaire de l'Union Locale a écrit aux élus, indiquant que les salariés cesseraient l'occupation de l'usine lorsqu'ils « *auront l'assurance écrite du CGEA/AGS d'Orléans de régler intégralement le protocole de septembre 2008* ».

Car la position des salariés et leurs représentants n'a pas varié depuis et ils réclament ce que Proma a signé lors du protocole d'accord. « *Rien ne bouge, ça nous agace, on fait fi des salariés* » confie Sylvie Geerts, la représentante CFDT des salariés qui ne cache pas que des actions d'éclats sont en préparation pour faire réagir leurs interlocuteurs et notamment les constructeurs automobiles.